

Déclaration

11 Mai 2021

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire, Mesdames et Messieurs les élus,

Madame la présidente, la CFE-CGC Orange et son groupe d'élus vous souhaitent la bienvenue au sein de la DO GSE. Nous avons lu avec intérêt votre message à destination des salariés de la DOGSE. Nous partageons votre vision de ce beau territoire varié et dynamique où Orange est un acteur important et reconnu grâce au travail de tous.

Vous indiquez avoir la chance de rejoindre un collectif fort et soudé et qu'en tant que **manager**, vous avez toujours mis l'**humain** au centre de vos actions. Que vous vous attacherez à développer le **bien-être au travail** de chacun, si important dans le contexte que nous connaissons, et que vous ferez vivre la collaboration entre les équipes, clé de notre **réussite collective**.

Nous ne pouvons qu'abonder dans ce sens bien sûr, mais constatons malheureusement chaque jour l'écart de plus en plus grand entre des promesses chaleureuses d'une part, et une réalité opérationnelle vécue de plus en plus durement par les salariés.

Ainsi, nous constatons par exemple que des pressions existent pour faire partir des collègues à la retraite avec dégradation de leurs conditions de travail.

Nous nous sommes aussi opposés au projet de réorganisation des services clients en alertant sur le fait qu'il laisse trop de monde sur le côté. Plus de 30 cadres vont, par exemple, connaître un changement de niveau hiérarchique à la baisse sur notre territoire. Les conseillers clients sont très inquiets des évolutions entraînant des risques psychosociaux de plus en plus forts.

Le transfert des salariés de l'UPR en UI a été mis en œuvre alors que les consultations ne correspondaient pas de notre point de vue au périmètre concerné. Ceci ne peut qu'interroger sur la qualité du dialogue social. Nous vous solliciterons pour que les personnes concernées par cette transformation soient reconnues et récompensées financièrement. Nous n'avons aucune garantie à date.

Nous avons aussi demandé le report du projet de réorganisation des conduites d'activité à l'UI AURA sans avoir été entendus. Le projet se met en œuvre en parallèle de négociations. Nous n'avons pas remis en cause le projet cible proposé par la Direction mais nous ne pouvions accepter que des mobilités soient imposées même si la Direction a fait valoir les métiers ARCQ pour indiquer qu'il n'y avait pas de changement...Le vécu terrain est très différent et selon nous une autre alternative avec un management distant pour quelques situations pouvait être mis en œuvre.

Dans le cadre des négociations d'un accord local, l'entreprise se contente de proposer des moyens financiers sous forme de prime que nous ne pouvons accepter pour solde de tout compte. Nous n'avons eu aucune garantie sur des augmentations individuelles et nous pensons que pour développer un bien-être au travail, il était préférable de maintenir certains collègues sur leur activité. C'était possible là aussi !

Comme vous le savez, nous dénonçons la politique de développement masqué de la sous-traitance qui induit malaise et incompréhension parmi les salariés. La filialisation au pas de charge de nos boutiques (10% en 6 mois !) provoque au mieux le soulagement de conseillers clients qui étaient bloqués sur leur poste, au pire l'incompréhension totale de ceux qui, même régulièrement félicités, voulaient poursuivre leur investissement, avec aujourd'hui de fausses promesses de priorisation de leur réemploi.

Le fameux ancrage territorial (dont la réalité opérationnelle démontre tout l'inverse d'un ancrage avec un territoire dont la taille a doublé !), a lui aussi été lourd de conséquences sur les activités des salariés et donc sur leur santé. Il suffit pour s'en convaincre de lire les conclusions de la médecine du travail.

Le collectif fort et soudé que vous évoquez nous semble à ce jour avoir été mis à mal par les projets de réorganisation à « marche forcée », qui plus est dans une période de crise sanitaire et malgré les alertes des représentants du personnel.

Vous comprendrez donc, Madame la présidente, que nous attendons les actes concrets accompagnant votre louable volonté.

Vous connaissez certainement la capacité de la CFE CGC Orange à faire des propositions, nous espérons pouvoir être entendus dans le cadre d'un dialogue constructif, serein, et objectif.

Nous vous remercions pour votre écoute.